



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern

Veröffentlicht am 3. Dezember 2018

UNO-Klimakonferenz in Katowice (Rede auf Französisch)

Katowice, 3.12.2018 - Rede von Bundespräsident Alain Berset anlässlich der COP24 in Katowice – Es gilt das gesprochene Wort.

J'aimerais tout d'abord remercier la Pologne pour l'organisation de cette 24e conférence consacrée aux changements climatiques.

C'est peu dire que le temps presse: nous le voyons tous, nous le ressentons et en remarquons les conséquences. Ces derniers mois, la Suisse a connu des températures moyennes élevées sans précédent et des précipitations extrêmement faibles. Comme ailleurs, nous avons vu les conséquences des dérèglements climatiques qui se développent.

Plus inquiétant : le nombre et la fréquence des événements météorologiques extrêmes augmentent, certaines infrastructures sont menacées et de nouvelles maladies apparaissent sous nos latitudes.

Depuis 1864, la température moyenne a ainsi augmenté de 2 degrés en Suisse, soit plus du double de la moyenne mondiale. L'impact le plus visible est la fonte et puis la disparition de nos glaciers. Au cours des dix dernières années, les glaciers suisses ont perdu un cinquième de leur volume.

Les derniers scénarios climatiques réalisés en Suisse confirment cette tendance.

Alors soyons clairs: ces évolutions ont fini par faire taire les derniers sceptiques. Le changement est déjà fortement engagé et il est trop tard pour discuter uniquement de ses causes. Il faut s'engager pour limiter les conséquences.

Si nous ne redoublons pas d'efforts pour protéger notre planète, la température pendant les mois d'été sera en moyenne plus élevée de 2,5 à 4,5°C en Suisse d'ici le milieu du 21e siècle. La hausse des températures place nos pays devant d'énormes défis. C'est pourquoi il est important que nous soyons réunis à Katowice pour nous préparer à les affronter et à nous y adapter.

Le changement climatique est une menace mondiale qui exige une réponse et une action à l'échelle planétaire.

L'adoption de l'Accord de Paris, il y a trois ans, est à ce titre une réalisation majeure et un triomphe du multilatéralisme.

Contenir l'augmentation de la température mondiale à moins de 2 degrés ou à 1,5°degré ne sera possible que si tous les Etats, et en particulier les plus gros émetteurs, réduisent leurs émissions.

De leur côté, les pays plus pauvres ne pourront s'adapter que s'ils obtiennent le soutien de tous ceux qui sont en mesure de le faire.

Enfin, nous ne pourrions relever le défi des changements climatiques que si tous les flux financiers - investissements privés et publics ou subventions étatiques - deviennent compatibles avec la protection du climat.

La Suisse s'engage pour une action immédiate et pour l'adoption de règles claires et solides ici à Katowice. En particulier, les objectifs nationaux de réduction des émissions doivent être communiqués en toute transparence et être quantifiables. De plus - et toujours dans l'esprit de la transparence - la Suisse estime qu'un système de comptes rendus et de contrôle doit être mis en place pour accompagner la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Toute tentative visant à affaiblir la mise en œuvre de l'Accord de Paris ou à fixer des mesures trop peu ambitieuses doit être fermement rejetée.

La Suisse entend continuer de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Au moment où je vous parle, cette semaine, les travaux en cours dans notre Parlement vont ce sens.

Ces travaux visent à maintenir et renforcer les mesures déjà éprouvées de réduction des émissions, par exemple en augmentant l'efficacité énergétique ou en promouvant les énergies renouvelables indigènes comme l'hydraulique, le solaire, l'éolien ou la biomasse.

Notre objectif est de diminuer les émissions de 50% d'ici 2030 par des politiques nationales et des compensations internationales.

Parallèlement, la Suisse continue d'accroître son soutien financier aux pays en développement pour la mise en œuvre de leurs politiques climatiques. Depuis 2009, nous avons d'ailleurs plus que triplé notre contribution.

Et je peux annoncer ici, qu'en plus de cela, la Suisse s'engage à verser cette année de nouvelles contributions financières pour le changement climatique, de plus de 120 millions de dollars US.

Permettez-moi de conclure en soulignant que notre génération a la responsabilité et les possibilités d'agir. Car le coût de l'action est bien inférieur à celui de l'inaction.

Les technologies nécessaires sont disponibles

- énergies renouvelables
- bâtiments zéro émission
- véhicules électriques

De nouveaux emplois sont créés et des secteurs entiers orientent leurs investissements en fonction de la protection du climat.

Alors n'oubliez pas: nous savons déjà que ceux qui bougent les premiers, aujourd'hui, seront les gagnants de demain.

Parce que si les dérèglements climatiques se renforcent - et tous les signaux vont malheureusement dans ce sens - alors plus nous attendrons et plus les mesures à prendre seront brutales. Et nous ne serons pas égaux face à cela, parce que ceux qui, parmi les pays, auront adapté leurs systèmes économiques et sociaux plus tôt auront un avantage énorme.

Comme le montrent de nombreux exemples en Suisse et dans d'autres pays, la protection du climat ne restreint pas le développement et ne compromet pas la prospérité économique. Au contraire. C'est le seul moyen d'assurer notre bien-être à long terme.

Les effets des changements climatiques nous concernent tous. Et ce n'est qu'ensemble que nous pourrons les contrer.

L'histoire nous le rappelle constamment: dans toute révolution et dans toute crise, ce sont ceux qui s'adaptent le plus rapidement qui s'en sortent le mieux. Il n'y a aucune raison pour que cela soit différent ici.

Alors n'oubliez pas: nous savons déjà que ceux qui bougent les premiers, aujourd'hui, seront les gagnants de demain.

Adresse für Rückfragen

Peter Lauener, Mediensprecher des EDI, Tel. +41 79 650 12 34

Herausgeber

Generalsekretariat EDI

www.edi.admin.ch

Themen

Umwelt und Natur

Bundespräsident/-in